



PRÉFET DE L'ISÈRE

Direction Départementale des Territoires

Service Environnement

ARRETE PREFECTORAL N°2014-185-0006

**PORTANT PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES A DECLARATION
EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT
RELATIVE A LA CONSTRUCTION D'UN PARKING DE COVOITURAGE**

COMMUNE DE BOURGOIN-JALLIEU

**Le Préfet de l'Isère
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite,**

VU le Code de l'Environnement;

VU le Code Général des Collectivités territoriales :

VU le Code Civil, et notamment son article 640 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2014-029-0014 en date du 29 janvier 2014 donnant délégation de signature à Madame Marie-Claire BOZONNET, Ingénieur en Chef des Ponts, des Eaux et des Forêts, Directrice Départementale des Territoires de l'Isère

VU la décision de subdélégation de signature n°2014-042-0018 en date du 11 février 2014 donnant subdélégation de signature à Madame Clémentine BLIGNY, Chef du Service Environnement de la Direction Départementale des Territoires de l'Isère, et à Monsieur Jacques LIONET, son Adjoint ;

VU la demande de déclaration au titre de l'article L.214-3 du Code de l'Environnement reçue le 26 mai 2014, présentée par Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Porte de l'Isère, enregistrée sous le n° 38-2014-00184 et relative à la construction d'un parking de covoiturage sur la Commune de Bourgoin-Jallieu ;

VU le dossier des pièces présentées à l'appui dudit projet et comprenant notamment :

- ✎ identification du demandeur,
- ✎ localisation du projet,
- ✎ présentation et principales caractéristiques du projet,
- ✎ rubriques de la nomenclature concernées,
- ✎ document d'incidences,
- ✎ moyens de surveillance et d'intervention
- ✎ éléments graphiques ;

CONSIDERANT que le projet est compatible avec les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT que les mesures compensatoires de destruction de zones humides sont conformes aux exigences de la disposition 6B6 du SDAGE Rhône-Méditerranée 2010-2015 ;

CONSIDERANT que le projet est compatible avec le SDAGE Rhône-Méditerranée 2010-2015 ;

Sur proposition de la Directrice Départementale des Territoires de l'Isère ;

ARRETE

Titre I : OBJET DE LA DECLARATION

Article 1 : Objet de la déclaration

Il est donné acte à Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Porte de l'Isère de sa déclaration en application de l'article L.214-3 du Code de l'Environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant la construction d'un parking de covoiturage sur la Commune de Bourgoin-Jallieu et de la mise en œuvre des mesures compensatoires sur la Commune de l'Isle d'Abeau.

Cet arrêté vaut récépissé de déclaration.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du Code de l'Environnement.

Les rubriques du tableau de l'article R214-1 du Code de l'Environnement concernée sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Caractéristiques du projet
2.1.5.0	Rejet des eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : Supérieure ou égale à 20 ha (A). Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).	Le projet d'aménagement représente une superficie totale estimée à environ 0,97 ha : Néant
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : Supérieure ou égale à 1 ha (A) Supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 1 ha (D)	Le projet d'aménagement représente une superficie totale en zone humide estimée à environ 9740 m ² : Déclaration

Titre II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Article 2 : Prescriptions générales

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent arrêté.

Article 3 : Prescriptions spécifiques

La déclaration devra respecter les prescriptions spécifiques détaillées en annexe.

Le pétitionnaire devra informer l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques par mel à sd38@onema.fr et le Service de l'Environnement en charge de la Police de l'Eau par mel à ddt-spe@isere.gouv.fr ou fax au 04 56 59 42 49 au moins 8 jours avant le début des travaux, ainsi qu'à la fin du chantier.

Article 4 : Modifications des prescriptions

Si le déclarant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui statue alors par arrêté.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

Titre III – DISPOSITIONS GENERALES

Article 5 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, objet du présent arrêté sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de demande de déclaration non contraire aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du Préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Article 6 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 8 : Publication et information des tiers

Copies de la déclaration et de cet arrêté seront adressées aux mairies de Bourgoin-Jallieu et de l'Isle d'Abeau où cette opération doit être réalisée, pour affichage et pour mise à la disposition du public du dossier pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site internet de la Préfecture de l'Isère durant une durée d'au moins 6 mois.

Article 9 : Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions de l'article R514-3-1 du Code de l'Environnement, la présente autorisation est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble (2 Place de Verdun – 38000 Grenoble) :

- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois suivant la date de notification de la décision,
- par les tiers dans un délai d'un an suivant la publication ou l'affichage de la décision. Toutefois, si la mise en service ou la réalisation de l'installation, l'ouvrage, travaux et activités n'est pas intervenue dans les 6 mois après publication ou affichage, le délai de recours continue à courir pendant 6 mois à compter de cette mise en service.

Article 10 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère,
Le Maire de la Commune de Bourgoin-Jallieu,
Le Maire de la Commune de l'Isle d'Abeau,
La Directrice Départementale des Territoires de l'Isère,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Grenoble, le 04 juillet 2014
Pour le Préfet de l'Isère et par délégation
La Chef du Service de l'Environnement



Clémentine BLIGNY

CONSTRUCTION D'UN PARKING DE COVOITURAGE

COMMUNE DE BOURGOIN-JALLIEU

ANNEXE A L'ARRETE PREFECTORAL DE PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES

N° 2014-185 - 0006 du 04/04/2014

Prescriptions Techniques

CHAPITRE PREMIER :

Mesures compensatoires liées à la destruction de zones humides

Article 1.1 – Descriptions des mesures compensatoires « zones humides » du présent dossier

Dans le cadre du projet de construction d'un parking de covoiturage, sur la commune de Bourgoin-Jallieu, en compensation à la destruction de 9740 m² de zones humides, les mesures compensatoires porteront :

↳ sur la reconquête de milieux humides disparus.

↳ sur l'amélioration de l'état écologique du milieu.

Ces mesures seront mises en place sur une parcelle située entre la route départementale RD1006 et l'autoroute A43 sur la Commune de l'Isle d'Abeau.

Les différentes opérations concerneront une surface de 2 ha environ et consisteront en la :

↳ mise en eau de la parcelle par création de fossés latéraux alimentés par une surverse sur le fossé principal réalisant ainsi une prairie humide

↳ création de 3 dépressions qui accueilleront des mares pédagogiques

↳ plantations – revégétalisation – adaptées aux zones humides permettant :

1 – Diversification des habitats naturels :

Le projet prévoit des zones de dépression où des mottes d'étrepage seront disposées, créant des zones refuges et corridors pour la faune ; ainsi que des zones ouvertes, végétalisées par des hélophytes.

2 – Diversification de la végétation :

Le projet prévoit la plantation d'espèces arbustives (aulne – saule blanc).

La réalisation d'une prairie humide entre 2 infrastructures routières créera une zone humide, relais fonctionnel entre des zones humides existantes (celle de Saint-Alban-de-Roche et celle de la vallée de la Bourbre).

Article 1.2 – Suivi environnemental pendant les travaux.

Un suivi environnemental sera mis en place une fois les travaux terminés. Une visite annuelle sera réalisée pour constater l'évolution du site :

- évolution de la flore
- observation de la faune.

Un compte rendu de cette visite sera réalisé et envoyé au service en charge de la police de l'eau.

Article 1.3 – Gestion et suivi du site – Aspect agricole

Actuellement, la parcelle prévue pour la mise en œuvre des mesures compensatoires est exploitée en fauchée tardive.

Un fauchage tardif du site sera maintenu pour garantir la poursuite de l'activité agricole.

Article 1.4 – Planning de réalisation des mesures compensatoires

Les travaux de réalisation des mesures compensatoires seront réalisés de manière concomitante à ceux de la construction du parking et devront être achevés à la date de sa mise en service. La réalisation des plantations pourra éventuellement être décalée dans le temps si la période n'est pas propice à la reprise des végétaux.

CHAPITRE 2 : Prescriptions applicables en phase de travaux

Article 2.1 – Dispositions générales

Afin de minimiser les éventuelles incidences particulières sur le milieu naturel, lors de la phase d'exécution des travaux, les dispositions suivantes seront appliquées :

- ↳ Les travaux seront arrêtés si les conditions météorologiques devenaient trop défavorables afin d'éviter tout risque de désordre sur les milieux.
- ↳ Une attention toute particulière sera portée aux rejets d'hydrocarbures provenant des engins de chantier. Les éventuels stockages d'hydrocarbures comporteront une cuve de rétention de capacité suffisante.
- ↳ Les systèmes hydrauliques et les réservoirs de carburant des engins de chantier seront vérifiés afin d'éviter tout risque de pollution des eaux ou des sols (hydrocarbures). Des matériaux absorbants seront présents sur le chantier pour confiner tout départ.

L'entrepreneur veillera également au respect des mesures de sécurité (signalisations, port du matériel de sécurité : casque, gants...) ainsi qu'au respect de l'entretien du matériel afin de limiter les risques de rejets d'huile ou d'hydrocarbures.

Article 2.2 – Installations et conduite du chantier

Stockages de produits

Sur toutes les aires de chantier, tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- ↳ 100% de la capacité du plus grand réservoir ;
- ↳ 50% de la capacité cumulée des réservoirs associés.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides.

Les eaux pluviales collectées au sein d'une capacité de rétention sont évacuées vers le dispositif de traitement des effluents liquides. Les produits récupérés au sein d'une capacité en cas d'accident devront être évacués comme déchets, par une entreprise extérieure agréée.

Les réservoirs de stockage sont exclusivement du type « aérien ». L'étanchéité de chaque réservoir ou récipient doit pouvoir être contrôlé à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles entre eux et qui, mis en contact, sont susceptibles de donner naissance à des réactions chimiques ou physiques, ne doivent pas être associés à une même capacité de rétention. Les réservoirs et récipients doivent être maintenus solidement de façon qu'ils ne puissent se déplacer sous l'effet du vent, des eaux ou des vibrations. Chaque réservoir doit être équipé d'un dispositif permettant de connaître, à tout moment, le volume du liquide contenu.

Les huiles usagées sont récupérées dans un réservoir de capacité au plus égale à 1000 litres et associé à une capacité de rétention conçue et réalisée selon les règles ci-dessus. Le contenu de ce réservoir est collecté périodiquement par une entreprise ayant reçu un agrément pour la zone de collecte.

Les récipients, fûts ou réservoirs doivent porter en caractères apparents le nom des produits qu'ils contiennent et les symboles conformes à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et produits dangereux. La fiche de sécurité de tous les produits présents sur le chantier doit être disponible en permanence.

Gestion des eaux pluviales/terrassements non végétalisés

La maîtrise des matières en suspension devra être assurée sur les terrassements non végétalisés. Des dispositifs d'assainissement provisoires et de filtres à pailles seront mis en place à l'aval des terrassements non végétalisés. Cette disposition devra être respectée pour les rejets raccordés aux milieux superficiels.

Engins et circulation

Les engins de chantier doivent être maintenus en parfait état et correctement entretenus, de manière à minimiser le risque d'incident susceptible d'entraîner une pollution des eaux.

La circulation des camions et engins de chantier doit être organisée de manière à éviter toute collision ou tout retournement, en particulier à proximité des cours d'eau. Un plan de circulation sera mis au point.

Une plate-forme d'entretien/ravitaillement des engins de chantier avec récupération et traitement des eaux sera mise en place. En cas de déversement d'un produit polluant, des kits pollution seront présents sur le chantier.

Le stationnement des véhicules sera interdit aux abords des sites sensibles (cours d'eau).

Article 2.3 – Protection des milieux

Toutes les dispositions possibles seront prises pour limiter les emprises du chantier.

Le phasage du chantier visera à minimiser les risques d'atteinte et de dérangement de la faune du site.

L'organisation du chantier démarrera par la stricte délimitation du site d'intervention de manière à matérialiser les limites du chantier et à identifier les sites sensibles à protéger (utilisation de clôtures provisoires de protection, panneaux d'information).

Les éventuels déboisements seront effectués sur la surface strictement nécessaire. Ils seront réalisés progressivement en fonction de l'avancement du chantier.

Des précautions seront prises pour éviter la prolifération des plantes invasives. Des mesures de lutte contre la prolifération de l'ambrosie seront mises en œuvre si nécessaires.

A l'issue des travaux, les zones de travaux seront remises en état.

L'élimination des matériaux excédentaires devra respecter la réglementation en matière de déchets inertes.

Fait pour être annexé
à l'arrêté n° 2014-~~185~~ - 0006
en date du 04 juillet 2014

Pour le Préfet de l'Isère et par délégation
La Chef du Service de l'Environnement



Clémentine BLIGNY